
LES « BRIC », VERS UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

<i>SUR LES CHIFFRES DE L'ECONOMIE CAPITALISTE</i>	<i>page 3</i>
<i>LE CALCUL QUI FAIT NAITRE LES BRIC</i>	<i>page 4</i>
<i>CALCULS SUR LA DOMINATION</i>	<i>page 5</i>
<i>UNE HYPOTHESE SUR LES CHIFFRES ET LEUR PRESENTATION</i>	<i>page 8</i>
<i>UN REGARD SUR LA PROPRIETE DU CAPITAL EN CHINE</i>	<i>page 10</i>
<i>RAPIDE HISTOIRE DU CAPITALISME MODERNE EN CHINE</i>	<i>page 12</i>
<i>CE QUI A CHANGE DANS L'ATTITUDE DE L'IMPERIALISME</i>	<i>page 16</i>
<i>QUELQUES MOTS SUR L'ENSEMBLE DES BRIC</i>	<i>page 18</i>
<i>DE VASTES EVOLUTIONS ET BEAUCOUP D'EXCLUSIONS</i>	<i>page 20</i>
<i>L'AVENIR, POUR LA CHINE ET POUR LE MONDE</i>	<i>page 21</i>

Le terme de « Bric » est un acronyme qui signifie Brésil, Russie, Inde, Chine, que les économistes utilisent depuis quelques années. Ces pays nous sont d'abord présentés comme les nouveaux pays émergents. Ces pays sont donc, nous dit-on, ceux qui progressent, et sont donc la preuve que cela est possible dans le monde impérialiste.

Cette présentation n'est pas bien nouvelle ; avant la crise de 1997 qui a touché l'ensemble de l'économie en Asie du Sud-Est, on nous parlait des Dragons (la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan) ou des Tigres asiatiques (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, Brunei).

La nouveauté est ailleurs. Cette fois, non seulement on nous dit que ces économies, provenant d'un monde dont on reconnaît qu'il a été longuement dominé, progressent, rattrapant leur retard sur les pays capitalistes avancés, mais on ajoute quelque chose de nouveau : on ajoute que cette nouvelle génération, et en particulier la Chine, sont en train de talonner les plus grandes puissances actuelles, et ont d'ores et déjà pris un chemin qui les amènera, au bout d'une, deux ou trois décennies, à dépasser y compris les Etats-Unis qui mènent aujourd'hui l'économie mondiale.

De nombreuses questions se posent du fait de ces affirmations. Après que les Etats-Unis aient reconnu la Chine, dans les années 1970, on avait eu une vague de propagande qui nous présentait la Chine comme « *le péril jaune* ». Pour les économistes à la solde du patronat français ou européen, c'était un moyen de faire peur aux salariés, en les incitant à en accepter toujours plus, pour éviter de finir par se retrouver sous la domination des Chinois. Et pour les médias, c'était un moyen de vendre leur presse, autrement discréditée par les mensonges énormes dont elle est coupable à chaque moment décisif.

La première question à se poser aujourd'hui est donc de savoir si nous avons simplement affaire à ce même genre de propagandes, ou si cette fois il n'y a pas un peu plus, une conviction, dans certaines fractions du monde dominant, que la domination américaine sur l'économie mondiale pourrait effectivement être remplacée par une autre. Nous allons voir qu'il semble que ce soit le cas. Il y a de l'intox, comme toujours, mais il y a aussi des questions qui sont bel et bien posées.

Le problème, c'est que personne n'a la réponse. Nous allons voir qu'il y a effectivement un certain nombre d'éléments pour indiquer que non, la Chine, et encore moins les autres Bric, ne mettent pas en danger la domination américaine et occidentale au sein de l'impérialisme. Mais il y a aussi des éléments, des raisonnements, qui nous permettent au moins de dire, qu'un renversement de la domination US n'est pas impossible.

Cette étude peut du coup paraître un peu déroutante ; car nous allons examiner alternativement des données qui vont dans un sens comme dans l'autre. Nous verrons que par la seule étude des chiffres, on ne peut pas vraiment trancher. C'est par le raisonnement politique que nous pourrions conclure et trouver une manière de réfléchir à ce que peut être l'avenir.

*

SUR LES CHIFFRES DE L'ECONOMIE CAPITALISTE

Avant de commencer à regarder de près les chiffres qui nous sont servis, il faut quand même redire que la science économique actuelle est un sacré fatras. Pour commencer par un exemple bien connu, l'indicateur utilisé mondialement pour juger du degré de développement des économies, c'est le PIB, le Produit Intérieur Brut d'un pays. Chaque année, on classe les pays en fonction de leur PIB. Et le chiffre utilisé pour juger de la santé de cette économie, c'est le taux, en pourcentage, d'augmentation ou de baisse de ce PIB d'une année sur l'autre.

Officiellement, le PIB est calculé en additionnant la valeur de tous les produits et services créés par la population active dans un pays donné. Mais on ne tient pas compte de ce qui, par exemple, peut partir ensuite de ce pays, des bénéfices tirés d'une production qui peuvent aller à la maison mère dans un autre pays, des dividendes des actionnaires qui peuvent les envoyer ailleurs, etc.

Un autre chiffre est calculé, qui tient compte de ces « départs » de richesses : c'est le PNB, le Produit National Brut. Seulement, dans ce PNB, on prend donc le PIB et on lui retire les revenus exportés par les individus ou les capitaux étrangers vers d'autres pays, mais on lui ajoute en même temps les éventuels revenus rapatriés par les individus ou les capitaux nationaux qui peuvent provenir d'autres pays.

Or, on peut tout avoir : beaucoup de revenus qui partent ; beaucoup de revenus qui entrent, ou les deux ; ou aucun mouvement. Mais le résultat sera le même par exemple si on n'a aucun mouvement, ou si on a les deux mouvements dans la même importance.

En clair, le PIB ne dit rien de ce qui repart, le PNB ne le dit pas plus. Et la comparaison des deux non plus.

(Il faut aussi savoir qu'il existe deux modes de calcul pour déterminer la part d'un pays dans le PIB mondial, et que leurs résultats peuvent être très différents pour les pays dominés, où les prix sont bas : la méthode dite PPA « à parité de pouvoir d'achat » les sur-représente, tandis que celle qui repose sur « le *s* taux de change courants » les sous-représente ; un exemple, la Chine voit sa part passer de 3 à 12% selon le calcul PPA entre 1980 et 2003 ; alors qu'elle ne monte guère qu'à 4% avec les taux de change courants. Atlaséco cité ici a choisi d'utiliser ce second calcul. Autre exemple : vers 2004, la part des pays en développement au PIB mondial atteignait près de 45%, alors qu'elle n'était que de 20% selon la méthode des taux de marché. Donc, lorsqu'on nous donne un chiffre PPA, l'expression semble rassurante alors qu'en fait, il faudrait s'en méfier).

Autre réserve de taille : les économistes qui utilisent à longueur de lignes PIB ou PNB disent, de temps en temps, que ces chiffres ne sont guère fiables pour les pays... comme la Chine. Ils ne croient pas dans leurs systèmes de statistiques. Mais ils s'en sortent avec le raisonnement suivant : même si le PIB chinois est faux, et on le soupçonne fortement d'être sur-évalué, cela n'empêche pas les statisticiens de pouvoir juger d'une évolution, puisque la sur-évaluation sera à peu près la même les années suivantes...

En fait, chaque pays dit ce qu'il veut, donc ce qu'il a intérêt à dire, et ce que l'on peut à peu près croire. La réalité est en fait inconnue, juste supposée. Mais dans les pays riches les

plus ouverts et les plus démocratiques, les chiffres sont également trompeurs. Si par exemple il y a plus d'accidents de la route, il y aura plus de blessés soignés, plus de morts enterrés, plus de dépenses donc faites par les services qui se chargent de ces fonctions, et le PIB augmente d'autant.

Ces précautions étant faites, on va tout de même entrer un peu dans les chiffres qui nous sont présentés. Je donnerai rapidement les recettes de la cuisine mathématique qui aboutit à chaque sorte de chiffres, mais l'important, je l'indiquerai, sera dans le résultat. Or, nous allons vite le voir, les résultats sont assez contradictoires.

Enfin, j'ajoute qu'une situation de domination peut certes être illustrée par des chiffres. Mais il y a dans la domination une part absolument pas chiffrable : la crainte qu'une puissance fait naître chez les autres est-elle chiffrable ? si oui, elle serait par exemple de 80% pour la crainte que fait naître les USA à l'Arabie saoudite, mais la même crainte serait chiffrée par 5% par les gens d'Al Qaïda dans le même pays. Or la crainte ou au contraire, l'absence de crainte, est un facteur qui peut être essentiel, et faire basculer tout un comportement, y compris l'acceptation de la domination elle-même.

*

LE CALCUL QUI FAIT NAITRE LES BRIC :

Les économistes bourgeois, pour faire sérieux, ont donc pondé des chiffres qui disent que les Bric sont des Bric. Et c'est vrai que la présentation est impressionnante. De quoi s'agit-il ? C'est un calcul statistique qui fait effectivement ressortir Brésil, Russie, Inde et Chine ensemble, comme « *les pays moteurs de la croissance mondiale* ». On trouve ce tableau pour 2008 dans Atlaséco 2009 (Nouvel Observateur, page V).

Ici, voir FICHE A (en fichier attaché)

Je donne la recette du calcul : pour chaque pays, on prend deux choses : son PIB et son taux de croissance du pays. Et on multiplie ces deux nombres. Ce sont les résultats de ce calcul qu'on regarde et qu'on compare. On les présente enfin sous forme d'un pourcentage par rapport au total obtenu pour l'ensemble des pays. Et on a, je cite : la « *contribution à la croissance mondiale de chaque pays* » .

Eh bien, pour l'année 2008, l'ordre obtenu donne en n°1 la Chine avec 20%, n°2 les Etats-Unis avec 15,8% ; puis on a l'Inde 5,8%, la Russie 5,7%, le Brésil 3,4%. Les 5 premiers pays du monde « *contributeurs* » à la croissance mondiale seraient donc les Bric et les Etats-Unis.

Le total des Bric donne ici 34,9% de la contribution mondiale, contre seulement 20% pour les Etats-Unis. Et la Chine, même seule, on l'a vu, dépasse largement les Etats-Unis. Les pays habituellement en tête immédiatement après les Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France ne sont plus dans les premiers avec ce calcul.

Oui, mais on peut également prendre les chiffres autrement. Si l'on se contente de regarder de manière un peu plus classique, et plus simple, la part dans le PIB pour chaque pays, que trouve-t-on ? les USA font alors 25,4% à eux tout seuls ; et nos 4 « Bric » ne parviennent plus, au total, qu'à faire 12,9% du PIB mondial.

De plus, l'on retrouve cette fois le Japon qui fait 8% du PIB mondial, mieux que la Chine ; l'Allemagne 6,1%, passe encore devant la Chine ; la Chine n'est plus que 4^{ème}. Derrière elle, le Royaume Uni 5,1%, la France 4,8%, l'Italie 3,9% et même l'Espagne et le Canada 2,6% sont encore devant les autres Bric, puisque Russie, et Brésil ne pèsent que 2,4 et l'Inde 2,1% du PIB mondial.

Voilà donc deux présentations, à partir des mêmes chiffres. L'on pourrait dire que la première, plus sophistiquée, est plus complète, puisque le calcul tient compte de l'évolution, alors que l'autre est une photographie statique. Oui, c'est vrai. Mais d'un autre côté, les chiffres de croissance annuelle peuvent beaucoup varier, sur le court terme et plus encore sur le long terme. Et donc le premier calcul perd sur le long terme ce qu'il gagne pour le très court terme, à un an.

*

CALCULS SUR LA DOMINATION

On trouve encore, même s'ils sont devenus rares, des gens qui prétendent défendre les pays qu'on appelait au 20^{ème} siècle du Tiers-Monde, et qu'on appelle plutôt depuis la fin de l'URSS le « Sud ». Ainsi, l'un d'eux s'en prend vertement à l'idée selon laquelle la Chine serait en train de rattraper les Etats-Unis au niveau économique (« China is back, not chinese », par Smaïl Goumeziane, octobre 2005, auteur de la Tiers mondialisation, éditions Charles Corlet, octobre 2005).

Goumeziane compare les PIB par habitant de la Chine et des Etats-Unis en 2003 et arrive à cette conclusion : « *La situation de la Chine, très représentative de l'ensemble du tiers-monde, peut être schématisée ainsi : lorsqu'un Chinois moyen fait l'effort (et quel effort !) de grimper une marche de un dollar sur l'échelle des revenus, à partir de la 4621^{ème} marche (à parité de pouvoir d'achat), il voit s'éloigner, loin devant lui, l'Américain moyen qui en monte 5 ou 6, à partir de la 32 997^{ème} marche (...) Pour espérer seulement maintenir l'écart, le Chinois moyen devrait aussi monter cinq marches à la fois, c'est-à-dire multiplier par cinq son rythme de croissance par tête d'habitant actuel !* »

J'ai repris la méthode de Goumeziane et j'ai cherché si ses résultats tenaient la route, non seulement pour la Chine, mais pour les autres Bric également. J'ai choisi de comparer donc les PIB/h, PIB par habitant (résultat de la division du PIB d'un pays par son nombre d'habitants). Et j'ai cherché à comparer donc les évolutions entre les Etats-Unis et chacun des quatre Bric, entre les années 1993/4 et 2007, années pour lesquelles j'ai pu trouver les chiffres nécessaires (*Iris 2010, Atlaséco 2009, pXX, Etats du Monde 1996 p 674*)

Ici, voir FICHE B (en fichier attaché)

Dans le cas de la Chine, le PIB par habitant était de 6485 \$ pour l'Américain moyen en 1993, époque où il était de 598 dollars pour le Chinois : l'écart était donc de 5886 \$ à ce moment-là. En 2007, le PIB, le revenu moyen chinois est multiplié par 5, et arrive à 3280 \$. Dans le même temps, celui de l'Américain moyen a doublé et il est parvenu à 13844 \$. L'écart avec le Chinois moyen est maintenant de 10564 dollars : il a presque doublé par rapport à celui de 1993.

Si l'on fait le même genre de calculs pour les autres Bric, on obtient le même résultat. Les écarts absolus de revenus entre Américain moyen et Bric moyen augmentent : de 80% avec le Chinois, le Brésilien et l'Indien, de 65% avec le Russe. Et si l'on prend le PIB national, avec le même genre de calcul, l'écart augmente encore plus vite : 80% par rapport au Chinois et plus de 100% avec les autres.

Oui, mais alors que Goumeziane en reste à regarder les écarts en valeur absolue, entre les pays, comme dans le temps, l'on peut se demander comment évolue l'écart relatif entre Etats-Unis et les autres pays. Certes, l'écart en nombre réel, en valeur absolue augmente ; c'est indéniable. Mais qu'en est-il du rapport –de la division- entre les deux ? Si par exemple, on calcule le rapport des PIB nationaux en 1993/4, entre la Chine et les USA, on voit des Etats-Unis qui pèsent 11 fois plus que la Chine. Et si l'on refait le calcul en 2007, les Etats-Unis ne pèsent « plus que » 4 fois la Chine de 2007.

Ici, voir FICHE C (en fichier attaché)

Ce résultat est confirmé pour tous les Bric. Si l'on fait le rapport entre les PIB des Etats-Unis et de la Russie, on passe d'un rapport de 19 en 1993 à 11 en 2007. Pour l'Inde, on passe de 24 à 12; pour le Brésil, l'ampleur est moins évidente, mais la tendance est la même et on passe de 13 à 11.

Si l'on prend maintenant les PIB par habitant, la Chine fait un bond en passant d'un écart de 51 fois à 18 fois. La Russie de 11 à 5, l'Inde de 85 à 44 ; et le Brésil donc de 8 à 7. Même tendance pour tous.

Alors, que faut-il choisir ? Qu'est-ce qui est le plus juste, qu'est-ce qui indique le mieux les évolutions ? Faut-il privilégier le calcul en valeur absolue, qui nous donne la réponse tiers-mondiste : ça ne s'améliore pas, puisque les écarts en valeur s'aggravent même. Ou faut-il croire le calcul qui nous dit une diminution des écarts relatifs ?

J'ai trouvé un moyen de départager, c'est de rajouter dans notre étude un pays que l'on connaît bien, la France. Eh bien, voici ce que donnent les deux calculs si l'on étudie donc l'écart USA/ France.

Le calcul relatif nous dit des choses qui semblent correspondre avec la réalité : le rapport des PIB nationaux n'a guère changé entre les USA et la France ; les USA pèsent 5 fois le PIB français, que ce soit en 1993 ou aujourd'hui. Quant au rapport des PIB par habitant, l'évolution est minime. Déjà en 1993, l'Américain moyen n'est qu'un dixième plus riche que le Français moyen ; cet écart diminue un tout petit peu sur 13 ou quatorze ans, mais reste du même ordre.

Les chiffres, ici, nous donnent une image qui correspond à tout ce que nous savons. Mais si on fait cette fois pour la France et les USA, le calcul de Goumeziane, on trouve que l'Américain moyen a doublé son écart en dollars avec le Français : 11282 \$ d'écart en 2007, au lieu de 5188 en 1993.

Ces chiffres sont exacts, il n'y a pas d'erreur de calcul (a priori). Ce qui est faussé, c'est l'interprétation. On voit sans appel que les chiffres de la méthode relative nous donnent

une image plus fidèle, moins trompeuse. Et d'ailleurs, ni Goumeziane ni personne ne va crier sur les toits que l'exploitation de la France par les Etats-Unis a doublé !

Puisque l'étude des rapports des PIB de manière relative donne un meilleur reflet, j'ai complété celle-ci sur une période plus longue. Je suis remonté au lendemain de la période des indépendances, après 1960. Et j'ai essayé de trouver des chiffres en gros tous les dix ans. Le dernier intervalle est de 13/14 ans, et fausse donc un peu la perspective graphique, qui devrait être un peu moins abrupte.

Ici, voir FICHES D et E (en fichier attaché)

Sur ces graphiques, plus la courbe monte, plus cela traduit une aggravation de l'écart relatif du pays par rapport aux Etats-Unis, plus elle descend, plus il y a « rattrapage ».

Nous retrouvons la dernière période, déjà vue en fait. Mais les observations sont intéressantes à regarder avec un plus grand recul. On voit ainsi un changement d'orientation. Il est récent dans le cas de l'Inde, qui avait vu sa situation s'aggraver, tant en PIB national qu'en PIB/habitant dans son rapport avec les Etats-Unis. On note également pour l'Inde un point d'arrivée en 2007 qui reste finalement très misérable, c'est le dernier des 4 « Bric ».

Pour ce qui est de la Russie, nous avons en fait accolé les chiffres de l'ex-URSS jusque 1990, puis pris les chiffres de la seule Russie, qui n'est plus qu'une part géographique de l'ancien ensemble. Il faut donc imaginer une rupture d'échelle autour de 1990. Cela dit, on trouve une aggravation lente mais régulière du rapport aux USA sur toute la période étudiée, de 1965 à la fin de l'URSS. L'impérialisme parvient à lentement étouffer cette URSS, notamment en l'obligeant à une course aux armements.

A partir de 1990, le pays s'effondre littéralement à tous points de vue ; il ne se reprendra que plus tard (la date indiquée ici de 1993/4 n'est pas forcément le véritable point le plus haut dans le rapport USA/Russie). En tout cas, ce pays a connu une trajectoire gravissime, qui l'a approché, au niveau du PIB national, de la situation de pauvreté de l'Inde, dont elle était très éloignée du temps de l'URSS. Heureusement, les héritages industriels et sociaux de l'ex URSS ont préservé le PIB/habitant qui a connu des soubresauts en moyenne moins violents, et sur ce plan, la Russie est le pays des Bric qui s'en sort le mieux.

Dans le cas de la Chine aussi, on a un tracé qui commence ici par une aggravation de la situation, tendance qui ne s'inverse que vers 1985 (ou peut-être avant, il faudrait une étude plus fine au niveau des dates pour le déterminer). La Chine de 1965 à 1975 est sous embargo. L'ouverture octroyée par les Etats-Unis n'aura guère d'effet avant le tournant qui suivra la mort de Mao. Et même alors, il faudra une véritable « accumulation primitive » sur laquelle nous reviendrons. La courbe du PIB/h de la Chine depuis lors est la plus impressionnante.

Mais bien évidemment, cette évolution n'est au final pas si étonnante du fait de la réintroduction du capitalisme dans un régime dictatorial où des dizaines de millions voire des centaines de millions de paysans ont été transformés récemment en salariés urbains, taillables et corvéables à merci, avec lesquels la production s'est immédiatement instaurée avec les moyens modernes des pays dominants.

Toute la question est de savoir si cette descente en flèche sur le graphique va ou peut même se poursuivre dans le monde de l'économie et de la politique réelle. Certes, la Chine a

vu son PIB par habitant qui était descendu à être 75 fois plus petit que celui des USA devenir 18 fois plus petit. Oui, mais cela reste encore un chiffre à son tour 18 fois plus petit que celui de la France.

On a donc au final un certain rattrapage, en tout cas un mouvement qui a changé par rapport aux années 1960 à 1980, indéniable de la part des Bric, et peut-être aussi de la part d'autres pays qu'il faudrait étudier (Mexique ?). Mais dans le même temps, la place dans le système impérialiste mondial ne nous semble pas fondamentalement modifiée sur le fond.

Le capitalisme permet un accroissement des richesses considérable, on le voit sur les montants des PIB nationaux qui ont doublé tous les dix ans. C'est cela qui permet les deux faces des calculs que nous avons vus plus haut, une forte progression des richesses nationales de tous les pays, sans que l'ordre mondial et sa domination soit, en tout cas pour l'instant, remis en cause. Mais il est vrai qu'un tel changement quantitatif a de quoi inquiéter les puissances anciennement installées.

*

UNE HYPOTHESE SUR LES CHIFFRES ET LEUR PRESENTATION

On le devine un peu à travers les courbes, même sommaires, qu'on a vues, un changement s'est produit autour des années 1980-1990, changement sans lequel l'Inde, la Chine, la Russie seraient toujours en train de voir leurs situations respectives avec l'impérialisme s'aggraver comme c'était le cas lors des décennies précédentes.

L'impérialisme vivait sans doute son rapport aux grands pays dominés plus tranquillement dans les années 1960-1970, lorsque les écarts relatifs allaient en s'aggravant. La question est donc de se demander pourquoi et en quoi ce rapport a changé. Première hypothèse : l'impérialisme aurait-il décidé de se montrer plus humain en affaires ? rien, ni dans la vie économique ni dans la vie politique, ne nous donne une indication en ce sens.

Nous allons émettre plutôt une hypothèse que suggère l'apprentissage du marxisme le plus classique. Marx a découvert, parmi les contradictions au système capitaliste, celle qui provoque ce qu'il appelle « *une baisse tendancielle du taux de profit* ».

Cette analyse découle d'une découverte qu'il a mis en évidence, c'est la création d'une plus-value, par les travailleurs, lors du processus de production. Lorsqu'un capitaliste investit une quantité de machines, de bâtiments, appelée capital constant c d'une part, et d'autre part qu'il achète le travail de salariés avec un capital appelé capital variable v , la valeur de la marchandise produite et vendue sur le marché se révèle supérieure à la somme $c + v$. Elle dépasse cette somme d'une valeur dénommée ici pv que Marx appelle la plus-value.

Cette plus-value revient, lors de la vente de la marchandise dans la poche du propriétaire des capitaux investis c et v . Mais, dit Marx, elle a bel et bien été produite par le seul travail de l'ouvrier. Les machines, les matières premières, les composants, ne voient pas leur valeur augmenter (ni baisser) lors du processus de production : elle s'y retrouve intégralement.

A partir de là, Marx observe que ce qui guide le capitaliste, c'est la recherche du meilleur taux de profit, du meilleur rendement entre ce qu'il doit dépenser $c + v$ et ce qu'il

obtient comme plus-value pv. Le rapport , voilà donc la boussole qui va guider chacun dans son domaine de production, voire les faire changer de domaine de production. Car ce qui est certain, c'est que sur un même marché et un même produit, celui qui réalise un taux de profit supérieur va vite se retrouver en meilleure posture que ses concurrents, qui sont alors en danger.

Or, la concurrence entre capitalistes a poussé ceux-ci à développer l'introduction de machines dans la production. Avec plus de machines, ou des machines plus modernes, vous obtenez un travail plus régulier, plus rapide de l'ouvrier, et vous économisez au passage une partie du travail ouvrier, ce qui est d'autant plus intéressant si votre production se trouve dans un pays où les salaires sont élevés. C'est une telle montée en force du machinisme qui a marqué la période dite des Trente glorieuses en Europe et aux Etats-Unis, au lendemain de la Seconde guerre mondiale.

Mais au bout d'un moment, la complexité et le coût des nouvelles machines, toujours plus performantes, devient si important, que le gain obtenu, certes est toujours là, mais en des taux de profit moins intéressants, en baisse. C'est en tout cas ce qui s'est produit et qui, ajouté à des mouvements sociaux, parmi les lesquels ceux de 1968, ont poussé les employeurs à chercher une nouvelle stratégie. Leurs statistiques ne calculent évidemment pas la plus-value, mais parlent de productivité en baisse, au tournant de la fin des années 1960.

Effectivement, si vous augmentez beaucoup la part de c dans le calcul, le taux de profit ne peut être maintenu que si pv augmente proportionnellement autant. Mais obtenir une plus-value en augmentation, alors même que le nombre de salariés employés dans la production est freiné du fait du développement des machines, c'est la quadrature du cercle. Développer l'introduction de machines est certainement intéressant lorsque vous êtes le premier à le faire, puisque vous obtenez des produits moins chers, plus nombreux, qui vous permettent de gagner de nouveaux marchés. Mais la concurrence obligeant tous les autres à vous copier, vous finissez par ne plus bénéficier de votre avantage. Et c'est tout le secteur qui voit son taux de profit faire grise mine.

Ce problème est récurrent avec le capitalisme, car il subit les deux pressions à la fois : la nécessité d'introduire des machines, comme la recherche d'un meilleur taux de profit. Eh bien, une porte de sortie, c'est l'utilisation d'une main d'œuvre étrangère ; soit vous importez une main d'œuvre à l'étranger, ce qui vous permet de l'employer à un coût nettement inférieur aux salaires nationaux. Soit encore, vous allez carrément à l'étranger, et vous avez alors un écart, un bénéfice encore plus grand, vu l'écart des salaires.

C'est en partie ce qui avait été fait dans les années 1880-1960, avec une période de conquêtes coloniales dans le cadre capitaliste, où se sont lancés la Grande-Bretagne et la France, suivis notamment par l'Allemagne, et dont la Première Guerre mondiale a été une conséquence directe et la seule raison.

C'est que cette précédente mondialisation des capitaux a utilisé des moyens archaïques sur le plan politique. Il s'agissait de se créer un empire réservé, interdit aux autres nations capitalistes. Et c'est aussi pourquoi cette méthode a apporté au monde cette invention du capitalisme, la guerre mondiale.

Ce système colonial lui aussi s'est usé. Un mouvement ouvrier s'y est développé. Il a rendu moins attractif les investissements privés venant de la métropole. Et c'est souvent l'Etat

qui a dû y pallier. Puis les mouvements nationaux revendiquant l'indépendance se sont renforcés. Les indépendances ont été acquises à la fin de la Seconde guerre pour l'empire anglais, en 1960 pour l'empire français.

La mondialisation actuelle est différente, elle est en fait absolument capitaliste. Plus besoin de conquêtes militaires, on observe un strict respect formel des indépendances politiques, mais en fait il y a des menaces militaires. Et surtout, c'est par l'introduction du capital que l'on procède et par la guerre économique qu'on agit.

Et cette fois, ce ne sont plus quelques secteurs limités géographiquement et économiquement qui sont visés. On essaye vraiment de tout mettre en concurrence, tout mettre sur un marché qu'on rend mondial pour tout : les salaires, avec la mise sous salariat de centaines de millions d'anciens paysans qu'on urbanise et dont on fait de nouveaux prolétaires en Chine, mais aussi au Brésil et ailleurs. Les marchandises, avec une recherche effrénée de l'abaissement des barrières douanières, soi-disant pour mettre tout le monde à égalité, pour multiplier les échanges, de fait en faisant s'affronter à armes totalement inégales des économies de niveaux les plus écartelés.

Eh bien, notre hypothèse est là. Les chiffres officiels nous disent que les taux de croissance –on ne calcule pas le taux de profit !- sont en baisse dans les pays dominants, en hausse dans les pays riches. Eh bien, ces chiffres ne cachent-ils pas simplement qu'une partie de la « *croissance* », nous dirons du taux de profit, ne se fait plus dans les métropoles, mais sont exportés et faits dans les nouvelles colonies de l'actuelle mondialisation. Si, capitaliste de France, vous vous mettez à réaliser vos plus beaux chiffres de profit dans des usines en Chine, le PIB chinois s'en verra augmenter, et celui de la France baisser.

Notre hypothèse est donc qu'un tel phénomène expliquerait à la fois la baisse des profits (vus dans l'économie officielle sous l'angle des taux de croissance) faits en France, aux USA, au Japon, et leur hausse en Chine et dans les Bric. Et donc, derrière un changement apparent dans les rapports de puissance, on aurait au fond une domination en réalité des mêmes, mais qui changerait la donne géographique, et prendrait la méthode du cheval de Troie.

Une hypothèse, c'est une idée qu'il faut trouver, certes, mais qu'il faut ensuite chercher à vérifier. Et en cherchant, l'on peut trouver.

UN REGARD SUR LA PROPRIÉTÉ DU CAPITAL EN CHINE

Dans un article paru dans Le Monde du 23 mai 2006, une économiste, Johanna Melka, essaye d'analyser de quoi est fait le capitalisme chinois. Elle me semble approcher le cœur du problème. Malheureusement, elle écrit dans avec le jargon habituel aux économistes. Mais la conclusion est claire. Voici sa démonstration :

« Aujourd'hui (en 2006 donc) elle (la Chine) est le troisième exportateur mondial derrière les Etats-Unis et l'Allemagne (...). Elle est devenue un partenaire privilégié dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée mais aussi dans les secteurs à forte intensité technologique ». Mais poursuit-elle, « la vision selon laquelle la Chine parviendrait à conquérir des parts de marché dans tous les secteurs d'activité doit toutefois être nuancée.

Elle reste un pays qui procède à l'assemblage de composants. Elle ne parvient pas encore à s'imposer sur les marchés des technologies de pointe (puces, semi-conducteurs, etc.) »

« L'économie chinoise n'est pas aussi compétitive qu'on pourrait le croire. C'est une économie caractérisée par une faible compétitivité, si l'on se réfère aux rapports mondiaux des organismes internationaux et privés. Elle occuperait, en effet, selon l'indicateur du Forum économique mondial de Davos, la 49^{ème} place. (En clair, il y aurait donc un taux de profit globalement médiocre en Chine, mais qui serait par contre fort pour les industries importées. Ce qui implique que l'industrie purement « nationale » aurait des taux de profit bien faibles ; NDA) La Chine a certes un coût du travail extrêmement bas, mais cela ne suffit pas à en faire une économie compétitive. D'autres facteurs doivent être pris en considération (performances économiques, efficacité des gouvernements et des entreprises, infrastructures, etc.). Or le pays se caractérise par une très faible productivité (qui rend ses coûts salariaux unitaires supérieurs à ceux de certains pays émergents d'Asie et d'Amérique latine), un retard important en recherche et développement, un manque de travailleurs qualifiés et des infrastructures insuffisamment développées (transport, approvisionnement électrique, etc.) »

La clé de l'étonnante réussite chinoise, dans de telles conditions, selon cette économiste, ce sont les entreprises capitalistes étrangères: *« Ce paradoxe s'explique par la présence des entreprises étrangères sur le sol chinois. Ces dernières sont à l'origine de la forte accélération de la croissance des exportations en provenance de Chine, et non des entreprises chinoises. (...) Seulement 41% des exportations chinoises proviennent d'entreprises chinoises, (...) 39% des exportations en provenance de Chine sont réalisées par des entreprises dont le capital est à 100% étranger, et 20% sont le fait de joint-ventures (alliance de capitaux de pays différents) entre les sociétés étrangères et les sociétés chinoises »*.

« Dernière précision utile : Au cours des dix dernières années, les parts de marché des entreprises chinoises sont restées relativement stables, entre 2 et 3%, contrairement à celles de leurs homologues étrangères, qui ont fortement augmenté (...). Qui sont ces entreprises ? si l'on se réfère aux stocks d'investissements directs étrangers (IDE), il s'agit d'entreprises asiatiques à plus de 60%. Les entreprises américaines investissent de moins en moins dans le pays (8% des IDE) et la présence française est extrêmement limitée (1% des IDE) ».

Deux conclusions à cette étude : d'abord, il *« ne faut pas confondre les produits « made in China » et les produits « made by China »*. Les produits faits en Chine et les produits vraiment à capitaux chinois, c'est deux choses bien différentes. L'autre conclusion est à l'adresse des capitalistes et dirigeants occidentaux, et pour les rassurer : *« La faible diffusion technologique entre les entreprises étrangères et chinoises, associée à l'important retard de la Chine en recherche et développement, réduit la menace que cette économie constitue pour les pays les plus développés »*.

Résumons : la Chine est d'abord une terre d'assemblage. Les composants à haute valeur ajoutée, nécessitant la maîtrise des technologies modernes, sont fabriqués en Asie mais ailleurs qu'en Chine : au Japon, à Taïwan, en Corée du Sud, à Singapour (l'Asie représente pour la Chine de l'ordre de 70% des IDE en 2005, le reste se partage entre l'Europe et les Etats-Unis). La Chine ne procède qu'à l'assemblage de ces composants dont elle n'est pas capable d'assurer la production elle-même. Ensuite, ces marchandises assemblées en Chine, sont revendues sur les marchés occidentaux, avec une étiquette *« made in China »*. Mais les

capitaux qui les possèdent sont seulement à 40% -en 2006- de nationalité chinoise. Enfin, il y aurait un écart important entre la productivité des industries et des capitaux strictement chinois et les autres, qui seuls, tirent le taux de profit vers le haut.

Notre hypothèse d'une pénétration de la Chine par des capitaux en réalité provenant des pays dominants, dont les profits sont en fait rapatriés vers ceux-ci, semble donc se vérifier.

RAPIDE HISTOIRE DU CAPITALISME MODERNE EN CHINE

On trouve des éclairages complémentaires sur le plan historique, concernant la manière dont s'est constitué ce développement d'un capitalisme en forme de Cheval de Troie dans un article de la revue Perspectives chinoises, intitulé Transformation des systèmes productifs en Chine (10 février 2004 ; http://rigas.ouvaton.org/article.php3?id_article=26&recalcul=oui) par Rigas Arvanitis de L'Université Lyon 3.

Arvanitis distingue trois vagues d'investissements qui ont abouti et construit la Chine actuelle. Tout commence par ce que l'on a appelé les réformes lancées par le successeur de Mao, Deng Xiaoping. Deng va ouvrir les robinets de la privatisation. Il commence à la campagne, où vit en 1980 80% de la population du pays. Il devient d'abord possible de vendre une partie des produits agricoles sur des marchés, y compris avec une aide de l'Etat qui relève certains prix. Du coup, la production agricole fait un bond de près de 11% par an. C'est à ce moment que le revenu moyen commence à monter.

Cette première accumulation de richesse permet l'ouverture d'un premier réseau d'industries liées à la production agricole (mise en conserves, etc). Il devient ainsi possible de commencer une production industrielle en dehors du système étatique. On appellera cette première vague d'investissements les « *entreprises de bourgs et de villages* » (en anglais Township and Village Enterprises, TVE). Elles montent en puissance de 1983 à 1988.

L'absence de concurrence, la présence d'une demande nombreuse qui avait été contenue par l'Etat jusqu'alors, créent un souffle au-delà de ce qui était attendu. On voit apparaître une demande en biens alimentaires, en vêtements, en biens de consommation durables. Il s'agit donc de petites industries légères, qui utilisent les matériaux bruts, et ont un cycle de production et de vente courts. On passe de 28 millions de salariés dans les entreprises rurales en 1978 à 88 millions en 1988.

Qui sont ces premiers propriétaires de capitaux ? Sans doute d'anciens paysans parmi ceux qui se sont le plus vite enrichis, sans doute aussi des cadres du parti, responsables de village ou de ville, les mieux placés pour saisir les opportunités et occuper les premières places ouvertes à cette privatisation. Comme on est quand même en Chine et que le parti continue de se dire « *communiste* », ces patrons se présentent en se prétendant toujours « *collectivistes* ».

Il existait des entreprises à la campagne dans les mêmes domaines. Elles se mettent à fonctionner de la nouvelle manière, en parole « collective », en fait privée. Un exemple, l'usine Yueqing à Shuikou produisait des robinets ; elle devient une entreprise moderne

autour de laquelle vont se monter de nombreuses petites entreprises de plomberie. D'autres exemples sont plus connus, TCL, Legend, Konka, Galanz, sont des entreprises nées de cette première vague. Leur statut officiel d'entreprises collectives, leur permet d'avoir accès à des ressources publiques.

L'entreprise Galanz se situe dans la région de Canton. Au début, elle assemblait des fours à micro-ondes, avec un transformateur-élévateur importé du Japon. Les dirigeants de l'usine sont allés en Europe et ont proposé à des fabricants européens de leur acheter des transfos 2 ou 3 fois moins chers que les Japonais, en devenant producteur OEM de l'usine européenne. (OEM est le statut de fabricant d'origine ; alors que ODM est le stade de concepteur d'origine).

Les européens ont accepté et ont déménagé tous les équipements et les lignes de production. Les Japonais ont alors fait une contre proposition encore moins chère. Résultat, l'usine dit tenir en 2004 80% du marché chinois et 30% du marché mondial. « Ma production, dit le patron, est 6 à 7 fois plus élevée qu'en Europe, mais le salaire unitaire représente 3% à 5% celui du salaire européen ». De fait Galanz fournit 200 multinationales dans le monde, et elle profite de leurs marques, de leurs réseaux de vente. Le point faible ? Galanz est incapable de concevoir un nouveau modèle de four micro-onde.

A côté de ce nouvel appareil de production, il existe toujours une industrie d'Etat impressionnante, fortement concentrée dans de très grandes entreprises. C'est là qu'est la majorité de la classe ouvrière, une classe relativement privilégiée alors, par rapport à une centaine de millions de paysans qui survivent dans une misère noire. Les grandes entreprises, les grandes administrations de l'Etat, sont les seules à fournir ce qu'en Occident nous appelons les protections sociales : système de retraite, de sécurité sociale, médecine, éducation, logement, distribution de tickets de rationnement, etc. Ceux qui n'y sont pas employés n'ont rien de comparable.

Ces ouvriers ne le savent pas encore, mais c'est eux qui sont visés par les réformes qui viennent de démarrer. Selon Le Monde Diplomatique (janvier 2006) « *entre 1998 et 2003, de 40 à 60 millions de personnes se sont retrouvées sans travail, alors que jusqu'à présent l'emploi était garanti à vie* ». Dans un premier temps, l'Etat, sous les ordres du PCC, modifie les règles de gestion de ces entreprises. Les dirigeants sont maintenant autorisés à organiser la production, qui n'est donc plus aux ordres d'un plan national. Ils peuvent recruter du personnel et le payer, au lieu que ce soit l'Etat auparavant. Les entreprises ne verseront plus leurs bénéfices à l'Etat, mais devront lui payer un impôt.. Elles ne reçoivent plus de subventions de l'Etat, mais peuvent emprunter aux banques. Cela dit, j'ai cru comprendre que les banques chinoises sont totalement aux mains de l'Etat...

Ces entreprises restent étatiques, et il n'est pas question de les privatiser entièrement. Mais certaines portions le sont, ce qui permet à l'Etat d'obtenir des revenus frais.

On a donc deux systèmes de production qui coexistent. Et puis, assez vite, à la fin des années 1980, début 1990, le nouveau système qui s'est développé à partir des campagnes commence déjà à s'essouffler : ce mode de développement arrive à saturation, les profits réalisés n'augmentent plus autant.

Hasard ou chance pour les partisans de la « réforme », vont commencer à arriver à ce moment-là des investissements provenant de l'étranger. Mais pas de n'importe où. Ce sont

des capitaux et des hommes d'affaires de Taïwan, de Hong Kong, et des Chinois de l'étranger. En clair, c'est un retour d'affairistes que le maoïsme avait rejetés pendant 30 ou 40 ans.

Sautant sur l'occasion, le gouvernement chinois va mener une vaste politique pour accélérer ce flux financier. Il crée des zones de développement sur les régions côtières. Des hôtels destinés spécialement à ces « *Chinois d'Outre-mer* » sont bâtis. Le Guangdong, Etat côtier le plus méridional, et la ville de Shenzhen (près de Hong Kong, encore britannique jusque 1997) deviennent les plus attractives, au cours des années 1990.

Ces nouveaux investisseurs, pas tout à fait nouveaux donc, ont l'avantage d'avoir la même langue, de connaître la culture locale et ils viennent aussi en disposant de réseaux déjà existants de fournisseurs et de clients. Ils ont une expérience de trente ans de fournisseurs des multinationales. Ils recherchent la main d'œuvre bon marché venant des campagnes. Cette fois, le niveau de complexité des technologies de production est plus grand, mais on reste encore dans des industries peu sophistiquées : chaussures, vêtements, électronique de base.

Les nouvelles industries du Guangdong sont choisies en fonction de ce qu'elles nécessitent une main d'œuvre abondante, puisque c'est le coût salarial avantageux qui est visé. Il s'agit essentiellement d'industries d'assemblage : on fait donc venir des composants fabriqués dans la région (Taïwan, Japon), on les assemble avec des petites mains chinoises et on les exporte sur le marché international.

Au début, ce sont encore des PME qui sont établies. Une complicité s'instaure entre les fonctionnaires chinois locaux qui donnent les autorisations et ces capitalistes qui savent à quel point il est utile de savoir relier affaires et liens politiques. Cette génération de capitalistes va de fait intégrer les pouvoirs locaux.

A son tour, la nouvelle main d'œuvre salariée employée par cette nouvelle industrialisation va commencer à former un marché, et ce marché s'adresse aux industries de bourgs et de village pour lui acheter des produits de bas de gamme. Voilà comment les chiffres de PIB et PIB/ habitant continuent de s'améliorer dans les années 1990.

Dans la région du Delta de la Rivière des Perles, ces entreprises à capitaux « *chinois de l'étranger* » emploient 30 millions d'ouvriers, qui viennent des provinces les plus déshéritées du pays. Toute la région est organisée en fortes concentrations par type de produit : Shunde est la plus grande usine de climatiseur mondial, le bourg de Beijiao le plus grand fabricant d'électroménager. Shaxi fabrique des vêtements de loisirs, Pingzhou produit des chaussures, Shuikou des robinets, etc.

Mais ce fonctionnement se casse en 1997, avec la crise financière asiatique. Partie de Thaïlande, elle va toucher durement aussi la Russie, le Brésil, des futurs Bric. En Chine les commandes des pays étrangers se réduisent. Les taux de change des monnaies favorisent les autres pays d'Asie. De toute façon, le système Chinois d'Outremer a atteint ses limites. Le coût de production par rapport à d'autres régions chinoises devient plus élevé. C'est toujours le même problème avec le capitalisme : le sacro saint taux de profit se remet à baisser !

Mais cette fois, ce sont les investisseurs occidentaux qui ont pris l'initiative. Ils ont commencé à investir dans la région de Shanghaï, et concurrencent durement les Chinois du Guangdong. Les plus grands fabricants d'ordinateurs, de scanners, de transformateurs, de

souris d'ordinateur ont investi la région. Suzhou devient la plus grande usine de pièces d'ordinateur.

Cette fois, ce sont directement les multinationales des pays riches, le haut du panier du monde capitaliste, qui sont venus en personne. Les capitaux viennent des Etats-Unis, du Japon, d'Europe. Ces pays avaient déjà mis un doigt ou un pied en Chine, comme tout le monde. Le gouvernement, une fois encore, va sentir le vent et adopte des mesures pour accélérer ces investissements. La Chine revendique son entrée dans l'OMC, Organisation du Commerce mondial, qu'elle obtient en 2000. C'est de cette époque que se développe aussi l'investissement immobilier, et fait des grandes villes chinoises les vitrines de la croissance mondiale. En 2002, la Chine devient le pays qui attire le plus de capitaux destinés à l'investissement et provenant de l'étranger, les IDE (Investissements directs à l'étranger). Les plus grands fabricants de télécom, de l'industrie pétrolière, automobile, des machines outils, installent des réseaux de fabrication, souvent dans la région de Shangaï : les bureaux à Shangaï, les usines dans la région.

Que va devenir cette vague d'investissements ? C'est bien difficile de le prédire. Mais des signes indiquent que les désillusions ne tardent pas, pour cette vague aussi. D'abord, cette industrie capitaliste impérialiste qui investit en Chine depuis une dizaine d'années le fait avec ses équipements et ses méthodes de travail les plus modernes, des moyens et des méthodes très gourmandes en capital fixe c, celui qui pose problème. Evidemment, ils réalisent en Chine des taux de profit supérieurs aux mêmes productions si elles étaient réalisées aux USA, au Japon, en Europe.

Mais les taux de profit sont toujours plus difficiles à réaliser avec des machines à commande numérique qu'avec les machines à vapeur et les courroies d'autrefois. J'ai un chiffre intéressant qui concerne la Slovaquie. Renault a construit là-bas une usine d'assemblage. La main d'œuvre coûte trois fois moins cher qu'en France. Oui, mais le degré d'introduction des machines dans l'industrie automobile est déjà tel que cette main d'œuvre ne représente plus que 15% du prix de revient d'une automobile. Au bout du compte, le gain n'est plus que de 10% ($66\% \times 15\%$).

La nouvelle colonisation capitaliste reste décevante. Bien des aspects mirifiques vus des capitales des pays riches s'avèrent décevants une fois sur place. Pour commencer, pour le capitaliste occidental qui débarque, tout est plus cher que pour le Chinois ou le Chinois d'outremer. Les liens ne sont pas les mêmes. Il faut payer au prix fort l'achat du terrain, la construction des équipements, le recrutement des salariés et leur formation, les relations commerciales avec les fournisseurs, les communications avec les autorités.

Et puis, le « *gigantesque marché chinois* » dont on nous bassine en Occident s'avère lui aussi un mirage. Pas seulement parce que les classes moyennes ne représentent qu'une minorité de la population. Quand on est sur place, on se rend compte qu'il n'y a pas un marché, mais de fait, sans qu'il y ait besoin ni de frontières ni de lois, il y a bel et bien des marchés cloisonnés, séparés par la géographie et par l'histoire, les mœurs et les coutumes. Et chacun d'eux devra donc être conquis à la force du poignet, donc de manière coûteuse. Du coup, l'Etat doit se soucier de maintenir ces investisseurs qui se fatiguent à attendre des profits mirifiques qui semblent inaccessibles.

*

CE QUI A CHANGE DANS L'ATTITUDE DE L'IMPERIALISME

En allant sur place au tournant du 21^e siècle, dans un pays traditionnellement archi dominé et tout à fait ouvertement appauvri par sa relation conflictuelle avec l'impérialisme, les grandes multinationales ont complètement tourné le dos à une vieille règle, qui était celle du capitalisme vis-à-vis des colonies comme ensuite vis-à-vis du Tiers-Monde : pas question de monter des entreprises sophistiquées, des lignes de fabrication de produits finis et encore moins de produits à haute valeur ajoutée, dans ce genre de pays si l'on veut s'assurer de pouvoir continuer à les appauvrir sans risque.

Dans son ouvrage « *Le pillage du tiers monde* » paru en 1973, Pierre Jalée souligne l'état de « *sous-industrialisation* » du tiers-monde dans les années 1970. On fait du tiers-monde un « *producteur de produits primaires (...) provenant du sol et du sous-sol* » (page 43). A l'époque, c'est l'Amérique latine qui est, sans conteste la partie du monde dominé la plus industrialisée. Entre l'Afrique et l'Asie, on ne saurait dire quel est le plus misérable. Eh bien, en Amérique latine, au Brésil par exemple, les trois premières entreprises dans l'industrie alimentaire sont étrangères ; dans le pneu, ce sont les quatre premières ; dans la construction électrique, les trois premières ; dans le textile, les deux premières, dans le raffinage du pétrole, la seconde, la troisième, et ainsi de suite. Voilà donc pour l'un des pays alors les plus industrialisés.

La question est donc de savoir si les Bric, si la Chine d'aujourd'hui est dans la position du Brésil dans l'arrière-cour américaine des années 1970, ou si l'on est dans une situation différente et nouvelle. La réponse est à la fois oui et non. Oui, on l'a vu par l'histoire, par l'analyse des capitaux étrangers, toute une part du développement chinois de ces vingt années est dûe pour une forte partie à des capitaux étrangers.

Mais de nombreux aspects sont nouveaux. Les industries au Brésil des années 1970 étaient un moyen pour les entreprises américaines de s'implanter dans un pays indépendant depuis 1822 et qui avait des moyens, par des barrières douanières, de gêner l'importation de marchandises étrangères.

En Chine, c'est un tout autre problème qui anime nos capitalistes : ils vont là-bas, poussés on l'a vu par la baisse du taux de profit dans leur métropole. C'est qu'il leur faut aller sur place pour pouvoir aussi maintenir une pression suffisante ici, et empêcher que les salaires n'augmentent, érodant plus encore les taux de profit, déjà bien pâlichons à leurs yeux. Les deux vont de pair. Les délocalisations –les transferts d'industries déjà existantes- ne jouent que sur un petit pourcentage de la production en métropole, mais cela suffit pour être utilisé comme moyen de chantage efficace. Tout le fonctionnement capitaliste d'ailleurs suit cette logique d'« *effet de levier* » : un petit mouvement provoquant des effets beaucoup plus grands, bien au delà des proportions.

Et aujourd'hui, la pression sur nos industriels est telle que l'on voit même des attitudes sacrilèges de la part de certains d'entre eux : pour gagner des marchés en Chine, ils n'hésitent plus à revendre les plus hautes des technologies. L'Atlas 2010 du Monde diplomatique écrit ainsi : « *les multinationales implantées en Chine commencent à y délocaliser leurs activités à forte valeur ajoutée et singulièrement la recherche et développement (R & D). Le nombre de centres de R & D appartenant à des entreprises étrangères installées en Chine est ainsi passé de zéro à 680 en 15 ans. Une tendance qui inquiète les Etats-Unis mais aussi l'Union*

européenne qui préparent séparément des législations susceptibles de protéger leurs secteurs stratégiques et par là même réduire le transfert de technologie à destination de la Chine ».

Le cœur du problème est là. On peut encore contrôler les choses, d'un point de vue de la domination capitaliste, tant que l'on conserve un monopole sur la recherche, sur l'avancée technologique. Mais si vous vous mettez à vendre la technologie la plus avancée, alors le concurrent, le dominé peut se retourner contre vous avec des produits capables de vous battre, puis de vous soumettre.

Quel est le degré de « *diffusion* » de la recherche développement de l'industrie occidentale vers l'industrie chinoise. Difficile de le chiffrer. En 2006, Questions Internationales (novembre-décembre 2006) indiquait que la Chine restait largement sous-développée en ce domaine. « *En 2002, la Chine ne représentait que 0,3% du stock mondial de brevets, contre 35,6% pour les Etats-Unis et 23,6% pour le Japon. Les deux tiers des brevets déposés en Chine sont étrangers et 48% des brevets « chinois » déposés à l'étranger sont sous contrôle des pays concernés. 82% de l'industrie électronique chinoise est aux mains de capitaux étrangers, 72% pour les industries de précision et 42% pour le matériel de transport. Concernant les exportations de produits hi-fi vidéo, les entreprises chinoises proprement dites n'entrent que pour 23% et 11% dans l'informatique, le reste est le fait de sociétés ayant conclu des joint-ventures avec des partenaires étrangers* » (Questions internationales nov-déc 2006).

Mais les exemples d'un mouvement semblent se multiplier. Un cas récent d'un tel transfert de technologie avancée est cité dans le Monde du 11 décembre 2009. En 2008, industries automobiles chinoises ont battu des records de vente, avec une aide l'Etat, par des incitations fiscales. Du coup, des multinationales impérialistes ont voulu participer au festin. La banque américaine Goldman Sachs a acheté des actions du constructeur chinois Geely, l'homme d'affaires Warren Buffet a acheté des titres du constructeur BYD. Les actions de ces entreprises ont alors bondi, renchérissant les actionnaires chinois et les nouveaux actionnaires. A la suite de quoi Geely a acheté le suédois Volvo, déficitaire en 2008. Et le constructeur BAIC (Beijing Automotive Industry Holding) a racheté le savoir faire technologique de SAAB, filiale de GM.

Fin décembre 2009, la Chine inaugurait une ligne de trains à grande vitesse la plus longue et la plus rapide du monde, entre les villes de Canton et de Wuhan, soit une distance de plus de 1000 km. Et l'on apprenait que le groupe allemand Siemens avait fourni la technologie.

Cette règle fondamentale et comprise de tout entrepreneur n'est plus respectée dans la Triade USA-Japon-Europe. Exactement comme un capitaliste individuel, par son comportement, peut entraîner tout son monde dans la crise, de la même manière le comportement égoïste de capitalistes, mieux, de multinationales, est en train de prendre le risque de desservir l'intérêt général de l'impérialisme dominant.

Si l'on en arrive là, c'est que la crise des taux de profit arrive à son comble, et que l'on ne trouve plus d'autre voie. Le taux de profit, dans les métropoles de l'impérialisme avait connu une forte augmentation lors de la période des Trente glorieuses. Il était alors basé sur une forte introduction du machinisme et de la méthode dite « *fordiste* » de production : division du travail en gestes isolés, d'où des ouvriers moins coûteux à former et à payer, organisation en chaîne. Cette forte progression de la plus value pouvait ainsi permettre

d'augmenter les salaires ouvriers dans le monde impérialiste, pour contrer l'attraction de l'URSS d'après guerre. Et elle satisfaisait en même temps le patronat qui voyait ses profits monter malgré tout fortement, lui permettant de renouveler et moderniser ses chaînes de production.

Mais on l'a vu ; à partir du milieu des années 1960, cette méthode a montré des signes d'affaiblissement du rendement ; des luttes sociales de plus en plus nombreuses contre ces nouvelles conditions de travail ont freiné les hausses de productivité ; dans le même temps, il devenait de plus en plus coûteux d'introduire de nouvelles machines pour améliorer encore la productivité : le jeu valait de moins en moins la chandelle.

Un tournant a été pris sous la houlette de Reagan aux USA et de Thatcher en Angleterre. Ils seront relayés en France par Mitterrand en 1983. L'on ne va plus miser sur une montée sans cesse plus coûteuse du machinisme. On va essayer de regagner sur le taux de profit en investissant au contraire le moins possible en capitaux constants. Et l'on va essayer d'économiser sur les niveaux des salaires. Donc aller chercher des salariés acceptant des niveaux de salaires inférieurs, et parallèlement bloquer puis abaisser ceux des pays dominants.

Oui, c'est ce programme qui a été réalisé, méthodiquement, pendant une trentaine d'années. Et nous voilà aujourd'hui avec une nouvelle crise. Cette crise n'est pas seulement une crise du crédit, un crédit accordé pour écouler des productions toujours croissantes, alors qu'on continue de brider les salaires. C'est aussi une crise du taux de profit. A nouveau.

Sauf qu'il n'y a pas d'autre mode d'exploitation que celui de développer le machinisme et celui de forcer le travailleur à accepter des salaires et des conditions dégradées. Voilà pourquoi l'on assiste peut-être, en Chine, dans les Bric ou ailleurs, au début d'une débandade dans le monde impérialiste. On ne respecte plus les règles les plus sacrées, celles qui ne sont écrites nulle part. En ne pensant qu'aux intérêts de son entreprise, de ses actionnaires, chacun commence à tourner le dos à ce qui a fait la force et la durée de la domination d'un monde minoritaire sur la planète entière.

Le Monde diplomatique annonce des lois pour arrêter un tel mouvement. C'est bien une vision de réformiste à la Attac. Les lois sont faites pour aider au développement du capital. Si celui-ci n'y trouve pas son compte, il cherchera à les contourner.

QUELQUES MOTS SUR L'ENSEMBLE DES BRIC

Ces dernières années, la Chine a continué d'être le premier pays au monde pour les IDE : 83 milliards \$ en 2007, 92 en 2008. La motivation de l'Etat chinois, en s'ouvrant au capitalisme mondial depuis trente ans, en gouvernant cette réintroduction depuis, elle est guidée par une vision et une ambition nationaliste. On commence un peu à le redécouvrir aujourd'hui : la Chine, l'Asie n'ont pas été de tout temps des régions de misère ni même de fardeau et de domination.

Avant la révolution industrielle européenne et la colonisation, l'Asie était la première zone manufacturière du monde. L'Inde avait une productivité incomparable dans les textiles, par une totale maîtrise du coton et des cotonnades. La Chine avait une productivité développée dans les domaines agricole, industriel, commercial. L'Inde et la Chine de 1750 représentaient, selon l'historien Paul Bairoch, 57% de la production manufacturière mondiale.

En ajoutant les autres pays d'Asie du Sud-Est, la Perse et l'Empire Ottoman (sans compter le Japon), on avoisinait les 70%. Toujours en 1750, le PNB par habitant (en dollars de 1960) était en Chine de 228 \$, contre 150 à 200 en Europe.

Le basculement du monde (en PNB/h) au profit de l'Europe occidentale aura lieu au tournant du 19^{ème} siècle, vers 1800. On l'a vu, ce recul de la Chine aura duré jusque vers 1980, près de deux siècles. Et le changement récent semble fragile. On l'a dit, il reste encore contradictoire, incertain. Mais en face aussi, l'on n'a plus affaire à l'impérialisme écrasant et tout puissant, rangé en bon ordre soit derrière le Royaume Uni jusque l'entre deux guerres, soit ensuite derrière les Etats-Unis.

Aujourd'hui, les Etats-Unis considèrent que leur relation bilatérale avec la Chine est la plus importante. Mais cela se produit dans un contexte d'affaiblissement américain, qui se manifeste par le fait que leur économie est hyper endettée, et que la Chine joue justement le rôle de créancier, en rachetant la dette d'Etat américaine. Sur ce plan, les deux pays se tiennent et les deux peuvent s'effondrer en même temps.

Quelques mots sur les autres pays de ce groupe des Bric. Il est bien hétéroclite.

En Inde, les élites se voient comme la future 3^{ème} puissance mondiale, comme le 3^e pilier d'un monde tripolaire USA – Chine – Inde. Sa population a dépassé celle de la Chine. Le pays s'est inséré dans la mondialisation en se spécialisant dans les services aux entreprises et les technologies de l'information : 25% du marché mondial en 2001. D'autres industries, auparavant entièrement tournées vers le marché intérieur, tentent de devenir des OEM (Original Equipment Manufacturing), des sous-traitants spécialisés des grands groupes mondiaux, comme Caterpillar, Toyota, Ford, Renault (le groupe Mahindra devait produire la Logan à partir de 2006) ou du chinois FAW. En 2005 les 10 premiers groupes privés indiens totalisaient un chiffre d'affaires deux fois supérieur aux dix premiers groupes chinois. Enfin, on compte entre 365 et 840 millions de pauvres, selon que l'on prend un seuil de pauvreté de deux ou de un dollar par personne et par jour (PNUD 2004).

Dans le cas du Brésil, c'est surtout par la diplomatie et les liens politiques que Lula a inséré son pays dans le jeu mondial. Le Brésil est candidat à avoir une voix au Conseil de sécurité de l'ONU et pour cela il a fait alliance avec trois autres candidats, l'Allemagne, le Japon et l'Inde. On note que la Chine et l'Afrique, ne sont pas dans ce G4. Mais la grande réussite du Brésil, c'est d'avoir réussi à constituer un bloc de 7 grands pays agricoles du « Sud » (Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Mexique) face aux 14 pays qui acceptent l'aggravation de la libéralisation des marchés agricoles (Bolivie, Chili, Cuba, Egypte, Guatemala, Nigeria, Pakistan, Paraguay, Philippines, Tanzanie, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Zimbabwe).

Le Brésil a ainsi empêché en 2005 la mise en place des règles commerciales voulues par les pays dominants industriels Etats-Unis et Union européenne. Mieux, il a fait interdire les subventions aux exportations produits agricoles jusque 2013, et obligé les pays riches à importer depuis 2008 97% des produits agricoles des pays appauvris sans droit de douane ni contingent.

Enfin, la Russie actuelle a commencé par connaître un effondrement cataclysmique : de 1990 à 1998, le PIB a chuté de 45%, l'emploi a baissé de 30%. C'est la période où les nouveaux capitalistes s'emparent de l'économie, mais ne se comportent pas du tout en

capitalistes : ils n'investissent pas le capital dont ils sont propriétaires : l'investissement chute de 65%. C'est seulement après la crise de 1998 que ce comportement de prédateur commence à changer. Mais en 2007 encore, la part de l'investissement dans le PIB est en Russie la plus faible des quatre Bric (18% en Russie contre 30% en Inde et 45% en Chine).

Depuis 2000, Poutine renforce l'Etat, et en fait le principal actionnaire des grandes entreprises de l'énergie Gazprom (gaz), Sibneft (pétrole), Rosneft (ex-propriété de Ioukos), mais aussi Avtovaz (automobile) et OMZ (machines-outils). Pour y parvenir, il bouscule les droits de propriété que se sont arrogés les oligarques. Ainsi, la Russie inquiète les capitalistes, car le droit de propriété privée y semble sujet à caution. Mais contrairement à ce que prétend Lutte Ouvrière, cette suspicion n'a que peu à voir avec le passé « soviétique » de l'URSS.

La Russie se retrouve en 2007 au 10^e rang mondial, bien loin de la Chine. Alors que pendant la période soviétique, la Chine de Mao se construisait en référence à l'URSS, c'est désormais l'inverse : Poutine regarde vers la Chine pour trouver un modèle permettant de hisser la Russie vers le 5^e rang économique mondial. Et c'est avec cet objectif qu'il protège les grands groupes industriels étatiques.

DE VASTES EVOLUTIONS ET BEAUCOUP D'EXCLUSIONS

Une première conclusion provisoire s'impose : il est vrai que les Bric, même si c'est moins évident pour le Brésil, connaissent un rattrapage impressionnant par rapport à un passé où ils étaient soumis à une dictature économique qui les contraignait à une totale asphyxie. Mais cela se produit comme toujours avec le capitalisme pour qui connaît un peu son histoire : en créant des inégalités phénoménales, qui vont en s'aggravant.

De même, à force d'entendre parler de pays émergents, l'on pourrait imaginer que ce mouvement entraîne derrière lui, bon gré mal gré, les autres pays, chacun à son rythme, certes, mais tout de même.

Ce n'est pas vrai. La fameuse mondialisation ne signifie en rien des évolutions qui vont dans le même sens. On a vu qu'au sein de chacun des Bric, les inégalités sociales sont énormes. Entre les pays, c'est une véritable exclusion qui s'opère pour un certain nombre. Les Nations Unies font même un distinguo entre deux catégories : les pays les moins avancés (PMA ou LDC en anglais, Less Developed Countries) et les pays pauvres très endettés (PPTE ou HIPC en anglais, Heavily Indebted Poor Countries). Ceux-ci sont 42, dont 34 en Afrique subsaharienne. Le nombre de pays très pauvres a doublé en trente ans, leur part dans les échanges mondiaux représente 0,6%.

Plutôt que nous rassurer, l'analyse que nous faisons de ce qui est en jeu avec l'évolution des Bric a plutôt de quoi inquiéter. Le capital qui a dominé la planète au cours de deux siècles a de plus en plus de mal à maintenir cette domination. Les Etats-Unis restent la plus grande économie du monde, mais elle est sérieusement mise à mal par la crise de 2007/2009, après qu'elle ait subi d'autres reculs politiques, économiques et militaires depuis plusieurs décennies. Son grand succès, l'effondrement de l'URSS, ne l'a pas porté bien haut.

Le Japon aussi recule. Il reste la seconde économie mondiale, mais il a vu son PIB par habitant (à parité de pouvoir d'achat) monter à partir d'une valeur de 20% du PIB par habitant

américain en 1950 et parvenir jusqu'à un pic de 85% en 1991, mais il est descendu à 72% en 2006.

Le monde entier subit des tensions de plus en plus fortes, dont les conséquences peuvent rejaillir sur bien des points de la planète. Le vieux américain se sent vieillir, et sa réaction, depuis une décennie, a été de développer son armée et ses armements à un degré jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Des bouleversements dans les rapports de force mondiaux agissent telles des plaques tectoniques.

Il y a l'avancée de pays dominés comme les Bric. Il y a aussi l'avancée de pays dominés quant au contrôle de leurs matières premières, et singulièrement le pétrole, pour les pays qui en ont. La vente mondiale de produits pétroliers rapporte 1500 milliards d'euros de profits générés par cette industrie. Sur cette somme, 1000 milliards vont dans les poches des Etats des pays consommateurs. Et 500 milliards sont prélevés par les pays producteurs. Deux tiers, un tiers, voilà donc qui donne une idée de l'état du bras de fer mondial entre pays impérialistes dominants (et d'autres également consommateurs), et pays producteurs.

Quant à la production : les multinationales occidentales, des USA et d'Europe ne contrôlent plus aujourd'hui qu'un tiers à peine de la production du pétrole mondial ; l'immense majorité est désormais aux mains des compagnies nationales des pays producteurs. A ce niveau, les majors ne contrôlent plus que 15% du pétrole mondial, contre 85% en 1960. Les compagnies nationales, Aramco, Sonatrach tournent aux alentours de 70%. On voit aujourd'hui la compagnie indienne ONGC, la chinoise CNPC, chercher et trouver du pétrole en Afrique, en Amérique latine, en Asie.

Le monde accumule des tensions qui peuvent aboutir à des tremblements de la planète économique, mais aussi politique, voire militaire. De même que la crise, la guerre est inscrite dans les gènes du capitalisme.

L'AVENIR, POUR LA CHINE ET POUR LE MONDE

Dans le numéro de Questions Internationales consacré à la Chine (n°6 mars-avril 2004), Pierre Gentelle (« Une société en mouvement ») explique que si la Chine connaît une forme de modernisation de son économie, il n'en est pas découlé pour autant une modernisation de ses citoyens :

« La Chine serait entrée dans la modernité, dit-on, depuis qu'elle s'est mise à fabriquer des marchandises et même des technologies dont elle n'avait pas la maîtrise quelques années auparavant. La multiplication des usines de biens de consommation concourt à cette appréciation. Or, on peut très bien apprendre à fabriquer avec agilité d'esprit et adresse manuelle des biens nouveaux conçus par d'autres sans avoir « changé de monde » et être entré réellement dans la modernité.

Car la modernité implique des comportements nouveaux et un ensemble de conduites qui induisent des attitudes adoptées dans les relations sociales : le respect de la liberté individuelle, de la dignité humaine, la soumission consciente et volontaire à la loi, la mise au premier plan du mérite dans l'évaluation des individus.

Mise à part une frange de jeunes contestataires ayant souvent effectué des études supérieures, la société chinoise reste globalement « non moderne ». On n'ose dire traditionnelle, voire archaïque comme a pu l'avancer sur la société indienne un sociologue indien. Les types de rapport avec autrui de l'élite de l'argent issue de l'initiative économique, fascinés par les modes de vie des riches marchands du Sud-Est asiatique, parodiant eux-mêmes le modèle américain, sont des types anté-modernes. (...)

Si le développement d'un groupe de « hauts revenus » (dix millions de familles ?) et celui d'un groupe disparate de « nantis » comptant 290 millions d'individus impliquent l'exploitation de centaines de millions de pauvres ou très pauvres, l'actuelle modernité est-elle pérenne ? (...) Les quartiers mirobolants côtoient les étendues de masures comme jadis coexistaient, dans les villes coloniales du monde entier, les bidonvilles et les villas pimpantes ».

Gentelle a une vision bourgeoise de l'idéal humain, mais il sans doute en partie raison sur les changements ou pas que connaissent les Chinois, la population chinoise.

Nous sommes pour notre part communistes, mais pas dans le sens nationaliste pratiqué par le Parti communiste chinois. Nous ne croyons pas à un avenir du monde, par le biais du rattrapage d'un ou de plusieurs pays jusqu'alors dominés. Le monde serait-il meilleur avec une Chine à la place des Etats-Unis, ou avec un collège de pays comme les BRIC ou d'autres. On entend aujourd'hui une certaine propagande qui prétend que oui. « *Regardez en Afrique* », nous dit-on, « *les Chinois ont été capables de s'y installer sans faire de Françafrique, sans mépriser les populations ni les gouvernements africains* ».

Peut-être, mais même si les Chinois sont capables d'avoir une attitude sans morgue, respectueuse des individus avec lesquels ils vont traiter, le fond de l'affaire n'est pas là. Ils viennent en Afrique pour prendre les matières premières dont ils ont besoin pour leur développement national. On voit la Chine décoller, même si on peut se poser des questions sur l'avenir de cet envol. On ne voit pas l'Afrique bouger en échange.

L'avenir économique pour l'humanité, celui qui en finira avec les inégalités que créent tous les capitalismes, le chinois comme les autres. Une fois abandonnées les règles même du capitalisme, les entreprises telles qu'elles existent déjà peuvent produire bien plus qu'elles ne font sous ce système, où elles sont en sur capacité, du fait des salaires limités et des masses de gens mises hors du marché parce qu'elles ne trouvent pas de travail. Tout le monde pourra travailler, à partir du moment où ce ne sera plus le profit qui guidera les choix économiques. Tout le monde se partageant le travail pénible, contraint, existant, des millions de gens pourront enfin consacrer des moments essentiels à la gestion de la société, de l'économie, de la vie politique.

Ce changement-là est la seule garantie du succès. Ayant pris goût à une place digne et entière, les hommes, tous les hommes y compris ceux que la société exclut des tâches de responsabilité, les hommes ne voudront plus et n'accepteront plus de faire marche arrière. Alors, le véritable socialisme, le véritable communisme deviendront une possibilité commençant à se réaliser.

Janvier 2010